

Prix : 300Fcs

AGROPASTEUR

Mensuel d'Informations sur l'Elevage, l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement - Issn 0850-5128 - Numéro N°76 Décembre 2014

ATTEINTE DE L'AUTOSUFFISANCE EN RIZ EN 2017

«IL FAUT FAIRE FACE AUX PREALABLES SELON MOUBARACK LO»



LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION
(JMA) 2014 CÉLÉBRÉE À KÉDOUGOU

**«PLAIDOYER EN FAVEUR DES
EXPLOITATIONS FAMILIALES»**

PP3-4-6

ELEVAGE
**LES TERROIRS PASTORAUX
DANS L'OPTIQUE
DE L'ACTE 3 DE LA
DÉCENTRALISATION**

P8

MISSION DE LA PLATE NATIONALE FLAGSHIP4
À BAMBEY - KAFFRINE - LINGUERE

**L'intégration des Changements Climatiques
dans les politiques de développement :
les acteurs plaident la cause**

PP11-12

CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT PASTORAL

Le Ferlo innove et donne des leçons au Sahel

L'élevage pastoral est un système d'élevage extensif, c'est-à-dire basé sur la mobilité saisonnière du bétail suivant principalement la disponibilité des points d'abreuvement et des pâturages. Cette dépendance du secteur aux ressources naturelles lie le destin du cheptel à l'accès à ces deux ressources principales. C'est en ce sens que le maintien de l'équilibre entre les ressources naturelles et la taille du cheptel est si important dans le développement du pastoralisme.

Dans un contexte de réduction croissante des espaces pastoraux et de dégradation du couvert végétal, la protection efficace des ressources naturelles devrait donc être un volet prioritaire dans les politiques publiques d'aménagement. Or tel est loin d'être le cas. La situation écologique au Sahel est encore alarmante au regard des résultats mitigés des différentes initiatives de sauvegarde de l'équilibre cheptel-ressources naturelles.

De façon presque identique, le secteur de l'élevage au Sénégal et dans les autres pays du Sahel connaît des contraintes multiples dont les principales sont :

- La réduction des zones de pâturages consécutive à l'extension des centres urbains.

- L'empiètement continu des projets d'investissement agricoles et miniers sur de grandes étendues de terres pastorales,

- La centralité de l'agriculture au détriment de l'élevage dans les grands aménagements hydro agricoles publics,

- L'occurrence d'événements extrêmes liés au changement climatique et qui impactent négativement le développement de l'élevage en général et le pastoralisme en particulier. En 2002 par exemple, « les pluies diluviennes ont provoqué la mort de plus de 50 000 bovins et 50 000 petits ruminants au Nord du Sénégal et au Sud de la Mauritanie ».

Les politiques de développement de l'élevage connues au Sahel, prévoyaient jusque là, une modernisation du secteur par la sédentarisation des troupeaux et l'amélioration des races locales ignorant que « la culture pastorale fait partie du patrimoine culturelle de l'Afrique ». C'est pourquoi, les

programmes qui soutenaient ces approches dirigistes n'ont pas été suivis d'effets probants. Ils ont échoué parce que d'une part, les modèles de sédentarisation se heurtaient aux réalités culturelles des communautés pastorales et d'autre part parce qu'ils ne responsabilisaient pas assez les éleveurs et leurs institutions. Dans toutes les zones où elles ont été introduits, les programmes de sédentarisation n'ont pas réussi à relever le défi de la maîtrise de la transhumance et du développement pastoral. Ce qui fait que jusqu'à présent l'accès des pasteurs aux services sociaux économiques de base, aux infrastructures et aux ressources naturelles reste un point d'achoppement des politiques publiques. C'est dans ce contexte que l'approche Unité Pastorale a été introduite comme solution la zone du Ferlo (région de Matam au Sénégal).

L'approche par les Unités Pastorales, est une approche communautaire de sécurisation structurelle et durable de l'accès des pasteurs aux services sociaux économiques de base, aux infrastructures et aux ressources naturelles. Elle est fondée sur les principes de responsabilisation des communautés pastorales, et la promotion de partenariats multi acteurs autour des enjeux développementaux du pastoralisme. L'approche promeut l'émergence d'institutions pastorales fortes et qui assument leur mission à la satisfaction de leurs membres. Dans un contexte de décentralisation marqué par le transfert des compétences, la gestion et gouvernance concertée des ressources communes à travers l'émergence d'unités pastorales est une solution innovante qui diffusée à grande échelle permettrait à court terme une :

- amélioration des systèmes de gestion des espaces pastoraux ;
- réduction des conflits potentiels entre agriculteurs et éleveurs ;
- amélioration du potentiel tiré de l'élevage ;
- préservation du cheptel très vulnérable aux crises éco climatiques et socio politiques.

L'innovation est pertinente d'autant plus qu'elle promeut le développement pastoral dont la contribution à l'économie locale, nationale et régionale est reconnue de tous.

Mise à l'échelle, les Unités pastorales permettraient aux communautés pastorales d'améliorer leurs moyens d'existence à travers l'accroissement de la productivité du cheptel mais également à mieux contribuer à la sécurité alimentaire de la sous région par l'approvisionnement des centres villes en produits animaux. Ces villes représentent de nos jours de véritables centres de consommation; ou la demande en nourriture augmente consécutivement au taux d'urbanisation qui « est passé de 16% en 1961 à 44% en 2009 » selon FAOSTAT 2009. Dans sa conception, l'Unité Pastorale est un GIE d'agro-éleveurs habitant un même espace géographique et partageant le même forage. La gestion des terroirs dans le rayon de l'UP est assurée par le GIE et fait l'objet de concertations qui aboutissent à l'élaboration d'un Plan consensuel de gestion de l'Unité Pastorale. Le Plan est le cadre de référence des aménagements et initiatives de développement local et en tant que tel organise la gouvernance des ressources communes dans les limites de l'Unité Pastorale : l'accès aux services sociaux économiques de base (caisse locale d'épargne et de crédit, de point de pharmacie), aux infrastructures (magasins de stockage d'aliments de bétail, de parc de vaccination...) et aux ressources naturelles.

Le plan de gestion est élaboré avec l'appui des services techniques publics déconcentrés et le soutien des partenaires (ONG, projets de développement). Les clauses du Plan de gestion sont en conformité avec les lois et règlements en vigueur. Les autorités administratives locales soutiennent l'application des conventions et interviennent en cas de violation des clauses.

Comparativement aux modèles à vocation similaire, l'approche par les Unités Pastorales convainc par son caractère innovant en ce qu'il :

- réhabilite les éleveurs et le secteur de l'élevage en leur donnant pour les premières fois de l'histoire un droit sur les terres de parcours et de pâturages. Contrairement à une tradition longtemps établie dans la gouvernance foncière qui excluait les éleveurs du processus d'accès à la terre, avec le système des Unités Pastorales, la collectivité locale affecte les terres au GIE des éleveurs qui en définit les droits d'usage en toute responsabilité.

- responsabilise les éleveurs dans la gestion des ressources naturelles locales. Dans plusieurs pays sahéliens, les cas de sanctions d'éleveurs par les services forestiers et autorités compétentes pour cause de coupe ou d'émondage d'arbres sont fréquents. Dans le plan de gestion des Unités Pastorales il ya un changement de paradigmes dans la gouvernance des ressources naturelles. Car se sont les populations, elles mêmes qui se constituent éco gardes avec l'appui technique des Eaux et Forest et chasses et du Centre de Suivi Écologique (CSE). Les populations à travers l'organisation du GIE, créent des comités par thématique dont par exemple le comité de surveillance de l'environnement. Ces comités sont chargés de prévenir, protéger et restaurer les écosystèmes situés dans les terres affectées par la collectivité au GIE et qui constituent les limites de l'Unité Pastorale. Il est mis en place un Fonds de protection de l'environnement alimenté par les cotisations des populations et les subventions des collectivités locales et acteurs du secteur privé.

- préserve la paix sociale et évite des conflits

entre agriculteurs et éleveurs. L'Unité pastorale n'est pas une approche exclusivement dédiée à la promotion du pastoralisme. Elle est plutôt un exemple d'intégration économique. En plus de l'élevage sous toutes ses formes, on y pratique, le maraîchage, des activités non agricoles génératrices de revenus et l'agriculture. Dans le plan de gestion, les accords prévoient, autour des habitations, la délimitation de terres pour chacune des ces types d'activités; ce qui garantit une cohabitation pacifique et une motivation à la pérennisation du modèle qui fait place à toutes les activités économiques

- promeut l'accès des communautés pastorales à des denrées alimentaires de haute valeur nutritionnelle qui étaient souvent très rares dans les paniers des ménagers. Ces denrées sont les poissons (issus de la pisciculture aux abords des forages) et les fruits et légumes (issus des périmètres maraichers aménagés également autour des forages).

- intègre jeunes et femmes dans tous les processus et toutes les activités. Dans le modèle d'Unités Pastorales, les femmes et les jeunes sont dans les instances et très actifs dans les différentes catégories d'activités.

- encourage le partenariat multi acteurs et la synergie dans les efforts de développement. Avec les UP, les organisations pastorales renforcées nouent des partenariats avec tous les acteurs qui ont intérêt dans la gestion des ressources naturelles, la gouvernance foncière etc. Aussi la gestion des ressources à cheval entre des Unités pastorales situées dans des Communes administrativement différentes renforce les liens d'intercommunalité et les valeurs de tolérance et de partage.

- permet la maîtrise du milieu de la transhumance et des effets de la mobilité sur l'éducation des enfants et la santé du cheptel. Les peuplements d'éleveurs sont traditionnellement mobiles et donc souvent en marge des réseaux d'infrastructures de base (communication, de transport) et de fait bénéficient insuffisamment de services sociaux (éducation, santé humaine et animale). Ce portrait du milieu pastoral traditionnel est de loin différent de celui dans les UP. Avec cette innovation, les pare feux ouverts pour lutter contre les feux de brousse sont construits de manière à servir en même temps de pistes de désenclavement, ce qui améliore la mobilité des biens et des personnes. Le système de santé animale est amélioré par la mobilisation de relais et la mise en place de points de pharmacie. L'accès à l'eau est permanent et pour ce qui est de l'éducation, les enfants ont également accès à des établissements publics d'enseignements implantés à proximité des habitations. Les adultes qui le souhaitent y reçoivent également des cours d'alphabétisations dans des classes tenues par des moniteurs recrutés localement.

Forts de tous cela, l'approche par les UP est une innovation qui mérite d'être vulgarisée et mise à l'échelle dans toutes les zones pastorales ouest africaines notamment le Mali, le Niger et le Sénégal qui dans l'espace CEDEAO présentent un contexte où la sécurisation des systèmes d'activité pastoraux est aussi un enjeu de taille.

Biram Faye

Expert consultant en gestion de projet et entrepreneuriat rural

Email : biramcodou@yahoo.fr

Tel 772159540/779703163

AGROPASTEUR

AGROPASTEUR

MENSUEL D'INFORMATIONS SUR L'ELEVAGE, L'AGRICULTURE, LA PÊCHE ET L'ENVIRONNEMENT

Tél : 221 775362018 Sacré Coeur2 Villa N°8608/G face Rondpoint
Boulangerie jaune

77 536 20 18

Web : www.agropasteur.info

Email : agropasteur@yahoo.fr

babasene402@gmail.com Dakar Sénégal

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Babacar SENE

COMITÉ DE RÉDACTION : Babacar SENE, Papa SAMB, Ousmane SENE, Aminou DIOP, Niakhaly SENE, Tengui THIARE (Stagiaire), Falang FALL

MONTAGE :  77 998 10 44

IMPRESSION : AFRICOM

DISTRIBUTION : ADP

LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION (JMA) 2014 CÉLÉBRÉE À KÉDOUGOU

«Plaidoyer en faveur des exploitations familiales»

A l'instar de la communauté internationale, le Sénégal a célébré le 16 octobre 2014 la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA) qui commémore la création en 1945 de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ; cette année 2014 c'est la région de Kédougou qui a l'honneur d'organiser les activités commémoratives de la JMA 34^{ème} édition. Célébrée pour la première fois au Sénégal en 1981 la Journée Mondiale de l'Alimentation est en sa 34^{ème} édition et met chaque année en relief un thème particulier sur lequel sont concentrées toutes les activités.

Depuis 2002 le Sénégal a manifesté une ferme volonté d'élargir le processus participatif et inclusif et de marquer le caractère populaire de la manifestation en procédant à sa décentralisation.

Le choix de la région administrative qui doit abriter les activités commémoratives de la JMA a obéi à certains critères parmi lesquels figurent :

L'existence de Direction Régionale de Développement Rural (DRDR) fonctionnelle, l'importance des activités en rapport avec le thème de la journée dans la région, l'existence de sociétés programme projets pouvant parrainer la JMA, l'existence de structures d'accueil pour l'hébergement des autorités et des participants.

Ainsi les informations fournies par les différentes Directions Régionales de Développement Rural (DRDR) à travers une note technique de leur région permettent de retenir la région qui doit abriter la JMA.

C'est ainsi que tour à tour les régions de Louga à Keur Momar Sarr en 2002, Thiès à Mékhé en 2003, Fatick à Fumela en 2004, Diourbel à Diourbel Commune en 2005, Saint-Louis à Rosse Béthio en 2006, Tambacounda à Missirah en 2007, Kolda à Anambé en 2008, Kaolack à Taïba-Niassène en 2009, Ziguinchor à Ziguinchor Commune en 2010, Dakar à Bambilor en 2011, Thiès à Pambal en 2012, Kaffrine à Kaffrine Commune en 2013 ont eu à l'organiser.

Pour mener à bien les activités de la JMA, un Comité National d'Organisation (CNO) composé des représentants des ministères sectoriels, des structures partenaires, des partenaires techniques et financiers, des organisations de producteurs, du secteur privé de la société civile des organisations non gouvernementales et autres acteurs du développement est mis en place ; il est présidé par le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural ou son représentant et son secrétariat est assuré par le Directeur de l'Agriculture. Pour la mise en œuvre de son plan d'action le CNO s'appuie sur un Comité Restreint, un Comité Régional et trois sous comités ; un sous comité Organisation et Logistique présidé par le Directeur de l'Agriculture, un sous comité scientifique dont la présidence est en fonction du thème et un sous comité communication présidé par le Conseiller Technique en Communication du Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural.

Des membres du Comité Restreint sont désignés pour prendre en charge la mobilisation de moyens matériels et financiers pour une bonne organisation de la JMA.



CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE

L'ouverture de la Conférence Scientifique a permis à Mr Yoro Thioye du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) de traiter de la contribution des exploitations familiales dans la nourriture des sénégalais et dans la création de richesses. L'agriculture familiale est reconnue au cœur des politiques, en termes de levier de la croissance.

M. Thioye a fait la typologie des exploitations familiales, les cas de situation de sécurité alimentaire la contribution des exploitations familiales et leur impact. Ainsi, la longue bataille du Conseil National de Coopération et de Concertation des Ruraux (CNCR) trouve la voie d'une solution durable avec la reconnaissance de cette année 2014, Année Internationale de l'Agriculture Familiale. Il reste aujourd'hui d'aller sur l'autre manche qui est l'internalisation. Ainsi, le CNCR décide de porter le débat aux décideurs pour l'avenir du monde rural.

Le CNCR participe comme toujours au renforcement de la participation des exploitations familiales sénégalaises à la croissance économique du pays.

Mr Ahmeth Bachir Diop, Directeur Général de la Société de Développement et des Fibres Textiles (SODEFITEX) a présenté une communication axée « Le modèle de partenariat pour une amélioration de la productivité des exploitations familiales (l'agriculture contractante) ». Il a présenté la zone d'intervention de sa société et les nouvelles mutations à l'horizon 2020, les orientations stratégiques, les neuf Domaines d'Activités Stratégiques (DAS), le business modèle de la nouvelle SODEFITEX et les facteurs clés de succès qui font gagner la bataille de la sécurité alimentaire.

De l'avis du conférencier, la SODEFITEX offre ses 40 ans d'expériences au service du développement rural durable pour contribuer à la mobilisation nationale en vue de l'autosuffisance en riz.

La riziculture étant un domaine d'activités stratégiques essentielles du Plan SODEFITEX HORIZON 2020, la produc-

tion de riz sera développée dans la région de Kédougou. Il est prévu en outre l'installation d'une rizerie de nouvelle génération à Kédougou. Ce qui confirme qu'entre la SODEFITEX et les agriculteurs c'est la chair et le sang, comme aime le dire Mr Bachir Diop. Dans cette perspective, il s'agit de renforcer la modernisation des exploitations familiales en développant les ressources humaines disponibles. Mr Bounama Diéye, Coordinateur de la Plateforme CCAFS Sénégal a présenté la communication de Dr Ousmane Ndiaye de l'ANACIM sur « l'agriculture intelligente face aux changements climatiques par l'utilisation des services météorologiques ».

L'impact du climat doit être considéré comme le premier intrant de l'agriculture sénégalaise. La connaissance du climat peut aider les agriculteurs à prendre les meilleures décisions et éviter les lourdes pertes agricoles.

Il est important, poursuit Mr Diéye, pour les agriculteurs, de disposer de l'information sur la pluviométrie pour mieux comprendre que telle ou telle culture a besoin de quantités d'eau pour bien assurer son cycle. Les intempéries sont nombreuses, à savoir la pluie, l'évaporation, l'élévation de la température, les vents, la foudre etc. Ce qui donne autant de raisons à l'utilisation de l'information climatique pour bien mener une agriculture intelligente et durable.

L'intégration des connaissances locales est aussi facteur de réussite pour rassurer les agriculteurs dans la gestion de leurs cultures. D'où l'importance de valoriser les connaissances des exploitations familiales à partir des connaissances locales.

Mr Diéye a partagé les expériences de la mise en place de la plateforme nationale du Sénégal de dialogue, sciences, politique, pour l'adaptation de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au changement climatique dénommée « Plateforme CCASA » sous l'égide du Programme CCAFS (Climate Change, Agriculture and Food Security) dont Mr Diéye est le Coordinateur. Il s'agit d'une initiative qui vise une contribution significative à la synergie d'actions entre les acteurs clés

nationaux impliqués dans l'orientation et la prise de décisions politiques nécessaires pour les plans et stratégies nationales face aux changements climatiques. La valorisation des exploitations familiales doit se faire car l'agriculture a atteint son summum aujourd'hui en termes de connaissances. Il s'agira désormais, pour une agriculture intelligente, productive et durable, d'intégrer les changements climatiques dans les politiques et stratégies de développement a conclu Mr Bounama Diéye.

Mr Mayécor Diouf de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA) a fait une communication scientifique sur l'état de la recherche sur le fonio au Sénégal.

Les zones de production du fonio s'étendent de la Guinée au Nigéria, en passant par le Mali, le Burkina Faso et le Sénégal qui le produit dans sa partie sud-est, notamment à Tambacounda, à Kédougou, dans le Bassin arachidier et en Casamance.

Mr Diouf a rappelé l'existence du programme d'équipement fonio et une activité de recherche faite sur la dite céréale au Centre Zootechnique de Kolda.

Les recherches menées sur le fonio ont permis, a-t-il signalé, de détecter la diversité génétique et la sélection variétale immense. Les tests en station et en milieu paysan ont conduit à la sélection de trois écotypes qui ont un rendement moyen en station supérieure à 1,2 tonne par hectare, notamment la CFS 52, la CVF 477, et la NIATA.

Si la céréale est relativement bien connue dans la région de Kédougou, elle reste encore peu connue au niveau national et international.

Des témoignages sur le rôle et la place de l'agriculture familiale dans l'alimentation, notamment avec la production du fonio, et un point de presse, ont clôturé la conférence scientifique.

Une occasion pour Madame Aissatou Aya Ndiaye de remercier les autorités de Kédougou, l'inventeur de la machine décortiqueuse de fonio, les services techniques et les partenaires, sur l'apport considérable accordé à la culture du fonio, pour le développement économique et social du pays.

FORMATION/SENSIBILISATION

«Une trentaine de femmes renforcent leurs capacités»



Le Gouverneur Adjoint au Développement de Kédougou a procédé à l'ouverture de la formation/sensibilisation, dans le cadre de la Journée Mondiale de l'Alimentation 2014, au Centre de Formation Professionnelle (ex CRETEF) de Kédougou. Cette formation a vu la participation d'une trentaine de femmes, venues des départements de Saréya, de Salémata et de Kédougou.

Une occasion pour les femmes de se familiariser avec les règles d'hygiène et les normes de qualité requises pour une bonne alimentation où les possibilités culinaires sont mises en exergue avec les produits locaux qui ont un grand intérêt dans la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

Lors de l'ouverture officielle de la formation/sensibilisation, le Gouverneur a exhorté les femmes pour que les connaissances acquises soient restituées une fois de retour chez elles.

Mme Aissatou Aya Ndiaye Leader

Paysanne Initiatrice de la Journée du Fonio, Présidente du GIE Koba Club et Président des Groupements de Promotion Féminins (GPF) de Kédougou s'est félicitée du choix porté sur Kédougou pour abriter la JMA et la formation/sensibilisation dédiée aux femmes. Elle a apprécié l'importance de cette formation dont les femmes ont bénéficié pour se hisser au diapason du développement. Elle a manifesté l'espoir que l'organisation de la JMA ait des retombées sur Kédougou.

ECHANGE CULINAIRE LES VERTUS DU FONIO SUR LE PLAT

Le consommé local a été mis en valeur lors de cet échange culinaire. Les femmes ont fait de la cuisine locale pour participer à la valorisation des mets locaux, de la cuisine locale somme toute, à la promotion du consommé local.

L'échange s'est déroulé au Centre de

Formation Professionnel (ex CRETEF) et a vu la participation de 10 Groupements de Promotion Féminins (GPF) venant des trois départements, Kédougou, Salémata et Saréya. Il a été supervisé par un jury de sept (07) membres qui, après délibération, a décerné le premier prix au Groupement de Koba Club1 du département de Kédougou. Le menu préparé est le Diouka au fonio avec comme dessert de la salade de fonio.

Le deuxième prix a été décerné au GPF de Tessito de Nafiagui de Saréya dont le menu est à base de sankhal royal. Et le troisième prix a été décerné au GPF Wakilare Loume de Salémata qui a présenté du Mbokh djeune.

Les sept (07) autres GPF ont tous reçu des prix de consolation pour leur participation.

Le Comité d'Organisation a également offert des cadeaux à tous les GPF participants pour encourager les activités de transformation des produits agroalimentaires.

Les prix ont été remis par les autorités administratives de la région, le Secrétaire d'Etat en charge de l'Accompagnement et de la Mutualisation, qui représentait le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural, le représentant de la FAO et d'autres invités. Cet échange culinaire a été sponsorisé par le Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entreprenariat Rural (PADAER) dont l'objectif est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Kédougou, de Kolda, de Matam et de Tambacounda.

MANIFESTATIONS CULTURELLES L'UTILE À L'AGRÉABLE

La cour de la SODEFITEX prise d'assaut par une forte assistance a accueilli les troupes folkloriques de la région de Kédougou qui ont rivalisé d'ardeur pour assurer une bonne animation de la Journée mondiale de l'alimentation. Les minorités ethniques coutumières du fonio ont rivalisé d'ardeur pour l'animation de la Journée Mondiale de l'Alimentation qui a coïncidé cette année avec celle du fonio. Une occasion pour les Legouta Ibe, les Bédicks de Bandafassy, Abass Natia Banati, les Bassaris, les Djallonké de Fongolombi, le Fankenda de Jean Diallo, le Diao Diallo, les Niolonkés de Tomboronkoto, les Sayas et le Dialicounda de Kédougou, d'interpréter des danses et des chansons et démontrer ainsi les cérémonies d'initiation chez les Bassaris à Kédougou, de mariage et de festin chez les Peulhs à Kolda, de fertilité et de bombance chez les Cognadjis à Koundara, de circoncision et de banquet chez les Mandingues à Kéniéba. Le fonio est véritablement la céréale des K et la solution de tous les cas, qui accepte toutes sortes de terres, même infertiles, qui résiste aux menaces des herbes impitoyables qui détruisent les cultures et qui minimise les sécheresses qui menacent notre sous-région.



Des Productions céréalières record dans le Bassin Arachidier

Dans le Bassin Arachidier c'est le temps des récoltes. les premières productions tombent ;les paysans s'activent à les sécuriser ; malgré une longue pause pluviométrique peut s'attendre à des productions céréalières records ; les champs laissent apparaître beaucoup d'espoir .

Du mil du maïs du niébé comme premières récoltes la moisson s'annonce bonne dans le bassin arachidier ; ici tous les moyens sont bons pour sécuriser les premières récoltes qui donnent de l'espoir

»Nous avons démarré sans grande difficultés et nous espérons avoir de bonnes récoltes « informe Mr Elimane Diouf Producteur à Ndoeffane

A thiaré dans l'arrondissement de Ndoeffane le mil a pris le dessus sur les autres spéculations ;la variété Souna3 très prisée s'adapte au mieux à la situation climatique de la zone

»l'inquiétude planait au début et certains ont dû semer à plusieurs reprises à cause de la pause des pluies ;en dehors de cela il y a pas eu de problèmes ;pour moi j'attends plus que l'année dernière j'ai commencé à récolter mais l'essentiel est dans les champs « affirme Mr El Omar Dramé Thiaré Producteur de Mil à Thiaré

D'autres situations se présentent dans les autres localités comme à Sokone et dans le département de Foundiougne où le maïs règne en maître ;c'est la première culture céréalière de la zone avec plus de 460 hectares dans la seule commune de Nioro Alassane Tall ;les récoltes ont démarré sur dans toute la zone ;de l'avis de Abdoulaye Ndiaye Producteur à Toubacouta « cette année nous avons des pluies de qualité en lieu et place des pluies abondantes ;et cela a eu un impact dans la production ; »

Malgré une pause pluviométrique en début de campagne des productions records de maïs sont attendues pour cette année ; et l'espoir est permis ; selon le CAR /ANCAR de Toubacouta Ndéné Bopp »cette année il y aura des changements notoires par rapport à l'année dernière malgré une pause pluviométrique



trique très longue ;mais cette année ci on va avoir d'importantes récoltes ; par rapport à la récolte que je suis entrain de suivre avec les poses de quart rendement ,ils me donnent 280 d'épis de maïs c'est pourquoi nous pouvons affirmer sans risque de se tromper que des rendements de 3 à 4 tonnes à l'hectare seront obtenus cette année ; »

Cependant il faut reconnaître que le monde rural ne présente pas une situation homogène en matière de récolte ; nombreux sont ceux qui sont dans une situation inquiétante ; une situation plus ou moins liée à la pluviométrie qu'à la qualité des sols ou à la nature de l'organisation des producteurs ;au sein du Réseau « Yakhanal » de Sokone par exemple la

mise en place précoce des intrants et l'acquisition des bonnes pratiques agricoles ont favorisé la qualité de la production ; Pour Mr Ibrahima Diop Producteur à Sokone » si on arrive à faire cela c'est surtout avec l'appui du projet ; le projet PAFA bien sûr ; donc les gens nous aident et le projet nous a bien aidé à la structuration et à mieux s'organiser ; et nous saluons le travail colossal fait par le projet en amont et cela nous a permis de bien nous organiser pour aboutir à tous ces résultats au niveau de Nioro Alassane Tall ; »

Dans le département de Diourbel, le niébé occupe une place importante dans les choix agricoles ; Serigne Moustapha Guéye de Ténéfoule un des plus grands producteurs de la zone est en face encore

de battre le record »je vais obtenir cette année pas moins d'une tonne à l'hectare ; du jamais vu dans cette zone ;je remercie te tout puissant ; »

Pour Mr Tanor Diop Producteur à Ténéfoule »il y avait pas beaucoup de pluies cette année mais nous avons réussi à récolter beaucoup de niébé et d'autres produits ; donc nous attendons au minimum 800 à 1 tonne de niébé ; et j'espère atteindre me prévisions ; »

Malgré les disparités notées ça et là, l'inquiétude qui planait au début de l'hivernage n'a plus sa raison d'être ; les épis ont favorablement répondu à l'attente de leurs propriétaires en matière de rendements

VÉLINGARA

Séminaire National d'Information de sensibilisation et de formation sur la sécurité alimentaire, l'agrobiodiversité, les semences paysannes et le Traité International des Ressources Phylogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture (TIRPAA)

Le Projet de Promotion du droit à la sécurité alimentaire, via un processus participatif de renforcement des réseaux paysans axé sur la valorisation du patrimoine semencier local, est financé par Open Society for West Africa (OSIWA) ;il est basé au Sénégal et exécuté par l'ONG ACRA-CCS, en collaboration avec l'Association Sénégalaise de Producteurs de Semences Paysannes(ASPSP) et la FONGS Action Paysanne. ACRA –CCS et ses partenaires comptent promouvoir à travers ce projet de biodiversité agricole comme un outil de sécurité alimentaire au niveau local et national en promouvant le droit humain à la sécurité alimentaire ;

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'organisation du séminaire de Vélingara qui va aussi être un moment de partage d'infor-

mation de transfert de compétence et de plaidoyer dans les zones Sud-est Casamance, Tambacounda, Kédougou)du Centre et Centre-Nord Louga et Fleuve, du Centre Ouest Dakar Fatik Thiès et du Centre Diourbel Touba

Ainsi ACRA-CCS, OSIWA ET l'ASPS et ses partenaires organiseront l'atelier de Vélingara dont l'objectif est de présenter le projet aux participants, les outils et retombées des dernières activités, d'informer et sensibiliser les organisations paysannes, les autorités locales, la société civile, les chercheurs sur la sécurité alimentaire, l'agro biodiversité, sur les droits de producteurs de semences paysannes dans la mise en œuvre du Traité International des Ressources Phylogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture (TIRPAA), de faire une for-

mation sur le TIRPAA notamment sur les articles 5, 6 et 09 du traité, d'avoir un échange sur la situation de mise en place du TIRPAA au Sénégal, de faire ressortir les problématiques et les possibilités liées à la mise en place d'un système semencier local et diversifié, basé sur l'innovation participative, essayer de dégager une stratégie, d'effectuer un workshop avec les participants de l'atelier pour élaborer un document sur les leçons apprises, le transfert d'expériences et de compétences sur les thématiques (sécurité alimentaire, lois sur les semences, TIRPAA). Ainsi ,après le premier séminaire national organisé à Fatik au mois d'Août dernier ,Vélingara abrite le deuxième séminaire national les 02 et 03 décembre 2014 qui sera l'occasion de présenter aux participants le projet ,les outils et les retombées

des dernières activités et de sensibiliser les Organisations Paysannes ,les autorités locales, la société civile les chercheurs sur la sécurité alimentaire, l'agro-biodiversité, sur les droits des producteurs de semences paysannes dans la mise en œuvre du Traité internationale sur les ressources phyto-génétiques pour l'alimentation et l'agriculture(TIRPAA)

Ce Séminaire regroupera les leaders des associations de producteurs à la base provenant des régions de Kolda, de Tambacounda, Kédougou Sédhiou et Ziguinchor, les techniciens de l'administration locale et les principaux bénéficiaires de ces formations que sont les membres de la FONGS et ceux de l'ASPSP qui sont les deux structures partenaires d'ACRA-CCS dans ce projet.

Zoom sur les Stands d'exposition

La cour de la SODEFITEX a abrité les stands d'exposition. Les acteurs du monde rural ont rivalisé d'ingéniosité pour présenter aux visiteurs du jour leurs activités et leurs domaines d'intervention. Nous vous livrons un aperçu de cette exposition.

USAID/YAAJEENDE : l'agriculture, un moyen sûr pour combattre la malnutrition
PAPIL/PRODAC : les domaines agricoles communautaires avec la remise d'un tracteur au PAPIL

SODEFITEX : la diversification avec les Domaines Activités Stratégiques (DAS) Horizon 2020

ONG ACRA : Maman Africa présente le micro-jardinage la voie originelle de la sécurité alimentaire.

FAO : des solutions qui doivent être apportées par les politiques agricole, environnementale et sociale ciblées sur l'agriculture familiale et qui sont indispensables pour apporter des changements idoines et des améliorations durables.

PADAER : créer des emplois durables pour les ruraux, en particulier les jeunes et les femmes et améliorer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs.

GIE Kumbe : des produits locaux transformés, base de la sécurité alimentaire

KDG MJOWOTO : la promotion du consommer local, facteur essentiel pour retrouver la dignité.

GPF Dinguessou : transformer, c'est valoriser les productions locales, céréalières, végétales, animales et halieutiques.

GIE GPF : les productions locales, notre or noir.

SIRA Diallo : la transformation, une

valeur ajoutée.

GIE Mère Thérèse : la promotion de nos produits locaux, facteur de bonne santé et nutritionnelle.

Mary EWA : la promotion du consommer local, un facteur de développement.

Gie Baobab : la production, la transformation, la commercialisation, le trépied pour booster les productions.

Paroles aux exposants

Mr Papa Codé Wade, Chef d'antenne PAPIL a Kédougou « nous avons amené ces motoculteurs qui permettent aux petits producteurs de travailler dans le bas fonds qui sont de petites superficies de trois à cinq hectares. Ils peuvent tout faire. L'originalité réside dans le partenariat que nous avons établi avec les autres programmes et projets notamment avec la DRDR et le PADAER. Avec le programme des domaines agricoles communautaires (PRODAC) qui vient d'arriver nous disposons d'un tracteur qui permettra de travailler correctement les sols. Le PAPIL a également acheté deux autres tracteurs qui vont arriver. Le labour pose problème et c'est ce que nous voulons régler pour satisfaire la doléance des producteurs. Entre 2010 et 2014, nous avons fait une nette évolution de 900 tonnes à 3600 tonnes. Les superficies emblavées sont passées de 300 à plus de 1500 hectares. Cette année, c'est le partenariat entretenu avec le PADAER, pour l'intensification de plus de 400 hectares dans les 1500 ha, avec tout le paquet technologique et l'appui du conseil agricole qui est Baamtaaré. Cette année nous espérons avoir au moins une production de 4500 tonnes de riz paddy. Et c'est indépendant des activités



semencières. Cette année, sur 25 ha on attend au moins 100 tonnes de semences de riz paddy, dont la variété BG90 entre autres. Avec la DRDR, on compte appli-

quer la culture du riz sur le plateau avec le NERICA. Nous pensons faire beaucoup plus avec le PRODAC.»

REACTIONS... REACTIONS... REACTIONS...

Younoussa Mballo, Coordinateur National du PAPIL

« Nous nous réjouissons d'avance du choix qui a été porté sur la région de Kédougou pour organiser la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA) pour cette édition 2014. Elle aura la particularité d'être associée à la journée nationale du fonio ; ça ne peut être que nous renforcer dans nos activités mais surtout encourager les différents producteurs à se tourner vers l'agriculture mais surtout à développer l'agrobusiness. En ce qui concerne le PAPIL, on est là depuis 2006 pour encadrer les producteurs en matière d'aménagement de bas fonds rizicoles. 350 hectares ont été aménagés avec les populations, c'est-à-dire avec le travail HIMO (Haute intensité de main d'œuvre). 35 kilomètres de pistes sont entrain d'être réalisés pour désenclaver non seulement les pistes de production mais aussi des villages, surtout l'axe Dimbory-Kafory qui fait 19 kms. Il y a l'axe Kéréwane-la grande vallée de Sambangara. D'ici fin 2014, nous allons démarrer les magasins de stockage qui auront une aire de stockage de 150 mètres carré minimum et pour des bureaux fonctionnels pour leur réunions. Il convient de saluer la dynamique unitaire sous la veille des autorités de la région que nous remercions grandement. »

Le Gouverneur Adjoint au développement de Kédougou

« Nous exprimons toute notre satisfaction par rapport au choix de la région de Kédougou pour abriter la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation. Kédougou devait être la première région à choisir pour célébrer la JMA au niveau du Sénégal, au regard des énormes potentialités qu'elle regorge et aussi en termes de sensibilisation de la population. Le contexte s'y prête. Ce qui a permis aux autorités de porter leur choix sur Kédougou. Aujourd'hui, tout Kédougou est mobilisé pour faire de telle sorte que la Journée mondiale de l'alimentation puisse être une réussite. Et c'est un engagement fort, aussi bien des autorités administratives que des populations. Il faut encourager les synergies dans tout ce que nous faisons. C'est une chose extraordinaire d'avoir jumelé la JMA et la Journée du Fonio. Ce sont deux activités qui vont dans le même sens en termes de sensibilisation des populations. La tenue conjointe de ces deux activités permet de capitaliser toutes les pratiques que nous avons en matière culinaire et en termes de promotion de l'agriculture familiale, afin qu'on puisse en profiter pour faire en sorte que le fonio qui est la carte d'identité de Kédougou puisse être mise en exergue.

Des efforts énormes sont entrain d'être consentis pour que l'objectif « Kédougou nourrit Kédougou » puisse être atteint. Dans ce sens, des activités sont menées par un ensemble de projets actuellement sur le terrain, notamment le PAPIL, le PADAER, Baamtaaré et bientôt le PRODAC. Ils sont entrain de faire des choses extraordinaires sur le terrain en termes d'encadrement des producteurs. Aujourd'hui, nous avons espoir qu'il y aura de très bonnes productions au niveau de la région de Kédougou. »

Mr Mamina Daffé du Programme Domaines Agricoles Communautaires (PRODAC)

« Nous voulons aménager mille hectares pour insérer les jeunes et les entrepreneurs agricoles. Toutes les spéculations seront mises en œuvre, les productions végétales, animales, aquacoles et des logements sociaux pour les producteurs. C'est un programme du chef de l'Etat qui suscite beaucoup d'espoir pour la création d'emplois pour les jeunes en milieu rural. C'est très important. »

Mme Coumbaly Diaw, Fondation ACRA-CCS Sénégal, Chef de Projet

Micro jardinage-Promotion du droit à la sécurité alimentaire

« Le choix de Kédougou est opportun. Et c'est avec un réel plaisir que nous sommes venus participer à la JMA 2014. Il y a énormément de potentialités ici et tous participants conviennent que c'est un très bon choix. Notre Fondation ACRA CCS, à travers nos projets de micro-jardinage et de Promotion du droit à la sécurité alimentaire, a donc tenu à y participer et à s'investir pour la réussite de cette journée. L'agriculture familiale constitue, en d'autres termes, un moteur de développement économique et social, notamment en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. »

Mame Penda Diouf de l'ONG ACRA-CCS

« nous avons exposé sur le micro-jardinage qui est le fondement de la sécurité alimentaire. Ce sont des aliments à portée de main. Les populations de Kédougou se nourrissent d'oligo-éléments. S'il manque un seul oligo-élément dans notre alimentation, nous risquons de tomber malades. C'est ce qui nourrit ces plantes qui permettent à chaque famille de se prendre en charge elle-même, de manger sain et bio. »

MOUBARACK LÔ

«L'atteinte de l'autosuffisance en riz en 2017 demande des préalables qu'il faut faire face»

L'économiste Moubarack Lô contrairement à ce qu'on a fait dire au Président de la République le Sénégal sur l'Autosuffisance Alimentaire en Riz en 2017, on ne pourra pas atteindre l'autosuffisance alimentaire en riz en 2017 ; Il signale ainsi que pour réaliser la prédication de ce qu'on a fait dire au président, le Sénégal devrait en effet multiplier par près de 6,5 fois sa production de riz en trois ans pour atteindre 2,2 millions de tonnes de riz paddy soit 1,2 millions de tonnes de riz blanc contre un peu moins de 340.000 tonnes de riz paddy en 2013/2014(saison sèche et hivernage)en tenant compte de la progression démographique(2,5% par an)et en considérant que la consommation par tête est estimée à 90kg par an(pour une population de 13,5 millions d'habitants) ;pour atteindre cet objectif l'état dispose de 04 instruments sur lesquels pèsent d'énormes

contraintes

-le premier instrument c'est l'augmentation de la superficie cultivable Aujourd'hui le Sénégal dispose de 240.000 hectares irrigables dans la vallée du fleuve Sénégal ;on en a aménagé environ un peu moins de 100.000 mais on n'en exploite que 62.000 au maximum pour le riz(niveau atteint en 2008-2009 dans le cadre de la GOANA) ;il faudrait faire passer cette superficie effectivement emblavée à 100.000 hectares en 2017 soit une augmentation de près de 13.000 hectares par an contre 3500 hectares aménagés par an au cours de la dernière période et espérer que les agriculteurs se seraient appropriés les terres, auraient mobilisé le financement adéquat et réalisé les investissements qui leur revient ;et ceci est impossible dans le délai de trois ans -le deuxième instrument c'est le rendement à l'hectare que la SAED estime à

7,5% pour cet hivernage 2014 ;le défi est d'augmenter de 50% ce niveau pour atteindre 11 tonnes en moyenne par hectare ;ce qui est le potentiel disponible aujourd'hui sur le terrain en développant notamment la mécanisation ;là aussi l'expérience montre que c'est loin d'une mince affaire dans le contexte sénégalais ;le pays n'arrivant pas depuis deux ans à importer du Brésil les 1000 tracteurs promis par le président aux paysans -le troisième consiste à systématiser la production de riz en double saison -le quatrième instrument consiste également à développer les capacités de transformation, de stockage et de distribution du riz local en facilitant l'accès des producteurs et des entrepreneurs au crédit ; Et en cela rien ne garantit que les objectifs de mobilisation des ressources financières auprès des banques puissent être réalisés



Club de la presse

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A ÉTÉ REÇU PAR LE CLUB DE LA PRESSE DU SÉNÉGAL ; IL A ABORDÉ BEAUCOUP DE QUESTIONS PARMIS LESQUELS L'AGRICULTURE, L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE, LE MONDE RURAL

La politique d'autosuffisance alimentaire n'a pas été décidée ex nihilo ;le Sénégal a des experts et l'un des meilleurs au monde dans le domaine de l'agriculture, c'est le ministre de l'agriculture Dr Papa Abdoulaye Seck ;il dirigeait « AfricaRice » ;je lui ai demandé de démissionner pour diriger notre ministère de l'agriculture ;l'une des missions que je lui ai assigné est d'atteindre l'autosuffisance en riz en 2017 ;tous les acteurs de la SAED, du secteur de l'agriculture, des agroéconomistes mais surtout des producteurs ont fait le constat que l'ancienne politique et qui s'appuyait totalement sur l'agriculture irriguée n'était pas le bon choix ;nous avons voulu à travers le PRACAS, changer de paradigme ;nous avons dans la vallée 240.000 hectares sur lesquels 120.000 ont été aménagés ;sur les 120.000 hectares aménagés il y a en réalité que 70.000 hectares qui sont en exploitation de façon artisanale ;si nous nous limitons à ces 70.000 hectares avec les rendements que nous avons dans la vallée du fleuve qui sont parmi les meilleurs au monde ,si nous faisons la contre saison, nous arriverons à atteindre les 900.000 tonnes de paddy l'an ;nous ne nous arrêterons pas sur les 70.000 hectares ;nous avons une ambition plus grande ;cette année nous avons aménagé 10.000 hectares ;avec l'inde nous aurons 63 millions de dollars ;nous mettrons encore 10.000 hectares plus 4.000 hectares que le MCA a fait dans la cuvette de Ngalenka ;nous avons tout de suite un potentiel de 25.000 hectares qui vont s'ajouter aux 63.000 hectares ;vous multipliez par le rendement qui est de 6,5 tonnes à l'hectare, vous verrez le potentiel dans la vallée

NOUS ALLONS POURSUIVRE LE MÊME EXERCICE DANS LA VALLÉE DE L'ANAMBÉ ; NOUS AVONS DÉCIDÉ DE FAIRE 40 % DE CULTURE PLUVIALE POUR LE RIZ ET 60% POUR LA CULTURE IRRIGUÉE ;LE RESTE

EST UN DÉBAT D'EXPERTS

Le directeur général de la SAED s'est suffisamment expliqué sur la question ;ce qui est important pour moi c'est ce qui se fera sur le terrain ;le vrai débat portera sur les productions que nous attendrons ;et toutes les mesures sont prises en amont avec notamment les semences Pour la première fois nous sommes autosuffisants en pré base pour les semences certifiées ; nous allons veiller pour que l'engrais soit octroyé dans les meilleurs conditions C'est pourquoi nous avons annulé la dette paysanne qui est de 13 milliards de francs Cfa pour permettre aux agriculteurs de pouvoir s'endetter à nouveau ;nous sommes en train de régler la question de la mécanisation car c'est par la mécanisation que la double culture pourra être faite ;le débat est sur ce que nous faisons mais pas sur ce que X ou Y pense ;même si en 2017 nous arrivons à 90% de l'objectif ;c'est gagné ;le Sénégal a toujours importé du riz ;ayons donc un esprit positif ; faisons en sorte que tout sénégalais ait envie de s'engager dans la culture du riz ;c'est cela qui peut faire avancer le Sénégal ;je préfère engager le combat réel sur le terrain avec ceux qui veulent produire les accompagner pour que cela soit une réussite

100 MILLIARDS DE FRANCS CFA DANS LE MONDE RURAL EN DEUX ANS

Qui parle ?s'écrit le président ; quels sont ceux qui déplorent ?il faut bien les identifier ;les sénégalais bénéficiaires de cette politique ne critiquent pas ;dans mes déplacements à Dakar ou dans l'intérieur du pays, ce n'est pas le même son que j'entends ;il y a un microcosme qui est l'élite par essence bourgeoise ou la petite bourgeoisie qui est dans son confort quotidien et qui critique ;cela est normal ;la réalité est autre parce que tous ces efforts sont palpables ;100 milliards de nos francs Cfa ont été transférés dans le monde rural en deux ans ;ave la gratuité des soins, on essaie de faire en sorte que la couverture maladie universelle soit très large par une organisation de toutes

les catégories sociales en mutuelle en l'associant avec les politiques de gratuité des soins ;c'est cela le vrai débat ;c'est pourquoi c'est important que le débat soit fait en langue nationale pour que les populations comprennent

L'AGRICULTURE

Les gens ne valorisent pas l'agriculture alors que tel n'est pas le cas dans les pays développés ; aux états unis par exemple les agriculteurs sont de grands patrons ; et les plus grands véhicules au Texas appartiennent aux fermiers qui sont propriétaires de Domaines Agricoles et d'autres biens ; nous devons faire en sorte que nos agriculteurs puissent vivre de leur métier ;il y a beaucoup à gagner dans l'agriculture

Dans le domaine de l'horticulture, le Sénégal a réalisé plus de 82.000 tonnes pour 34 milliards de francs Cfa ; c'est dire que l'agriculture et l'élevage ont leur importance dans un pays ; quand on vous dit que le prophète(PSL)a eu à exercer ce métier ;on doit anoblir ce métier est respecter davantage les agriculteurs Depuis que j'ai commencé à sillonner le Sénégal j'avais érigé l'agriculture au rang des supers priorités en plus de mettre à disposition l'eau et l'énergie dans les foyers ; s'il y a en plus des routes et le téléphone il n'y aura pas de différence entre celui qui habite à Dakar ou MbélacDiaw ;on doit donc concentrer nos efforts et mettre en place une politique d'aménagement du territoire ;c'est en cela que l'acte3 est très important avec la communalisation intégrale ;car ils pourront recruter et disposer d'un programme d'investissement communal ;il faut une maîtrise de l'eau assurer un mix énergétique pour réaliser nos ambitions dans le domaine de l'agriculture

FAIBLE PLUVIOMÉTRIE

C'est une réalité ; dans certaines localités telles que Louga Linguère et jusqu'au nord du pays les populations sont confrontées à des difficultés parce que la pluie n'est pas suffisante ; dans ces différentes localités nous allons intervenir

assez rapidement pour leur venir en aide Le Champs du président

C'est un champ d'expérimentation qui se trouve à Toubacouta ; j'avais semé des arachides, du mil, du riz et du maïs ; mais on m'a fait savoir que le riz n'a pas eu un bon rendement

Les vérités du Ministre de l'Agriculture et de l'Equipement Rural par rapport à l'Atteinte ou non de l'autosuffisance en riz en 2017

Le ministre Papa Abdoulaye Seck a fait feu et n'a Pas été tendre avec ceux qui critiquent l'objectif d'autosuffisance en riz en 2017

Le ministre Papa Abdoulaye Seck a rappelé l'objectif d'autosuffisance en riz en 2017 dont la vision ne date pas de la tournée du président dans la vallée ; pour Papa Abdoulaye Seck s'en prend à ceux qui théorisent l'impossibilité d'atteindre cet objectif en dénonçant la dictature de ceux qui ne savent pas et qui nous imposent leur point de vue ;ces personnes ne sont pas au courant de ce qui se passe à travers le monde ;

2017 N'EST PAS UN CHOIX FORTUIT C'EST VÉRITABLEMENT UNE CONTRAINTE

La tendance actuelle au niveau mondial c'est de tout faire pour se nourrir sur une base endogène

Donc l'option de créer l'autosuffisance en riz en 2017 n'est pas un choix fortuit c'est une contrainte ;il faut qu'on y aille ;ceux qui veulent que nous continuons de dépendre des importations est ce qu'ils ont suffisamment supposé un déficit en riz ou un manque de riz lié effectivement à la turbulence du marché international ;ces gens aiment mal leur pays et aimer mal son pays c'est penser que son pays n'a pas le droit au développement au progrès en passant par son agriculture ;dans ce secteur il y a beaucoup de clans et Factions qui existent depuis l'indépendance ;ils méritent une dictature sur l'ensemble des filières agricoles de notre pays ;c'est ça la réalité ;il faut un démantèlement du système pour que notre agriculture puisse survivre

Les terroirs pastoraux dans l'optique de l'Acte 3 de la décentralisation



Il s'agit de relever plusieurs défis: une dignité réaffirmée de l'élevage comme activité économique majeure, une plus grande implication des communautés pastorales dans le processus de gestion des territoires etc.

L'implication plus conséquente des communautés pastorales dans le processus de décentralisation avec la réforme envisagée du Code Pastoral est apparue comme une initiative d'autant plus salubre pour bon nombre d'artisans de développement, dont les principaux bailleurs de fonds du Sénégal au premier desquelles la Banque Mondiale qui met en évidence le fait que le régime politique précédent n'avait pas prêté une oreille attentive à cette exigence formulée par les organisations d'éleveurs. Ceci, en dépit de l'importance des enjeux liés au foncier pastoral et de la fragilisation accrue des droits d'accès des éleveurs aux ressources naturelles dans plusieurs régions du pays. Lors du forum sur l'approche territoriale du développement, la question de la réforme pastorale a été abordée sous le prisme de la gestion des terroirs, laquelle a été l'une des principales démarches adoptées dans le cadre de l'opérationnalisation de la politique de décentralisation en milieu rural. Cette démarche a introduit d'importantes innovations en matière de gestion

des ressources naturelles (GRN) dans les zones à vocation pastorale. La problématique de la sécurisation foncière doit être abordée dans une perspective très large qui intègre non seulement la dimension de l'accès aux ressources naturelles mais aussi celle de la sécurité physique des éleveurs et pasteurs. En ce qui concerne la reconnaissance de la mise en valeur pastorale des terres, le Code pastoral doit définir non seulement ses modalités mais aussi ses implications en termes de droit, expliquent les représentants des éleveurs. Selon eux « la nouvelle loi pastorale doit indiquer que la mise en valeur d'un espace pastoral, lorsqu'elle est dûment constatée par la Commission Domaniale du Conseil Rural, donne droit à la reconnaissance du statut juridique de cet espace. Ce qui sécurise les droits d'usage pastoraux qui sont opposables à des tiers.»

A l'inverse, dans les zones pastorales, l'application de la démarche de gestion des terroirs, pose des problèmes liés à la délimitation de l'espace d'intervention.

A la différence des terroirs villageois, les terroirs pastoraux sans vastes et leurs limites fluctuent selon les années. Une telle situation rend difficile la réalisation de programmes de gestion des terroirs, surtout lorsque l'on a affaire à des systèmes pasto-

raux mobiles, avec des amplitudes de déplacement relativement importantes.

En d'autres termes, la politique de décentralisation, telle qu'elle est mise en œuvre actuellement ne semble pas réellement adaptée aux contraintes du pastoralisme. En effet, cette politique ne prend pas toujours en compte la dimension de la discontinuité de l'espace pastoral qui suppose des modes spécifiques de gestion des milieux naturels. Par ailleurs, il convient de souligner que l'évolution vers la décentralisation de la Gestion des Ressources Naturelles (GRN) a mis en exergue la complexité et l'importance des enjeux liés à l'accès et au contrôle de ces ressources, dans un contexte de régression écologique résultant de l'effet combiné du changement climatique et de l'augmentation continue de la demande en ressources naturelles (terres de culture, zones de parcours, bois de chauffe etc.)

Dans ces conditions, la tentation est forte au niveau des communes d'instaurer un système de privatisation de l'accès du bétail transhumant au pâturage.

D'ailleurs cette formule du paiement d'une taxe par les éleveurs transhumants est expérimentée dans plusieurs pays ouest africains (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Togo etc.)

Les Collectivités Locales sénégalaises pourraient s'engager dans cette voie, à plus ou moins brève échéance.

Les espaces pastoraux devraient aussi, dans la perspective d'une approche territoriale bien pensée, bénéficier d'un statut juridique qui permet de les sécuriser, en les retirant du lot des terres susceptibles d'être affectées à des promoteurs privés qui en feront un usage exclusif, comme au Niger par exemple où la législation a procédé à une définition claire et sans ambiguïté des ressources pastorales, dans le but de garantir leur protection par un statut juridique sécurisant.

Les changements induits par la mise en œuvre de la décentralisation, dans les zones à vocation pastorale, posent deux défis importants. Le premier porte sur la promotion de l'intercommunalité comme levier

visant à sécuriser la mobilité du bétail, tant à l'échelle nationale qu'au niveau régional.

A cet effet, il conviendra de mettre l'accord sur l'aménagement d'un espace de dialogue impliquant l'ensemble des catégories d'acteurs concernés, l'élaboration de conventions locales permettant de prendre en charge la gestion des ressources partagées et la définition d'un code de conduite accepté par l'ensemble des usagers des ressources naturelles.

Le second a trait à l'instauration d'un système régulé de taxation de l'accès du bétail aux ressources communes. Il convient de mentionner que la mobilité pastorale doit évoluer vers de nouvelles normes fondées sur des droits et des coûts d'accès formels.

Dans cette perspective, il est essentiel d'encadrer ces coûts de manière à ce qu'ils soient profitables aussi bien aux agriculteurs autochtones qui exercent la maîtrise foncière dans les zones de repli (augmentation de leurs revenus annuels) qu'aux pasteurs transhumants (consolidation des biens sociaux avec les autochtones et baisse des pertes économiques occasionnées par le paiement des amendes et le règlement des différends devant les tribunaux).

Compte tenu du fait que l'intérêt du foncier pastoral est lié à la ressource dont il est lié à la ressource dont il est le support, le code pastoral doit, de leur point de vue définir les principes sur lesquels s'appuie la gestion des ressources pastorales. Ces principes doivent stipuler que les espaces pastoraux doivent être identifiés balisés cartographiés et inscrits dans les dossiers et registres fonciers des communautés rurales.

Comme l'antenne nationale de l'organisation faïtière africaine des Pasteurs, le Réseau "Billital Marobe" l'avait suggéré au sortir de la rencontre annuelle transfrontalière de Namarel, dans le département de Podor, il faut établir un lien entre l'option en faveur de la sécurisation des droits fonciers pastoraux et les orientations de la politique nationale d'aménagement du territoire (cartographie des ressources pastorales, élaboration de conventions locales dans les zones pastorales etc.)

Installation des jeunes dans l'agriculture

Vision et Attentes du Collège Des Jeunes du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux du Sénégal (CNCR) L'installation des Jeunes dans l'agriculture est sujette à réflexion de la part des membres du Collège des Jeunes du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux du Sénégal (CNCR).

Les jeunes ont porté la réflexion pour participer au débat afin de faire de l'insertion des jeunes une réalité ; la visibilité reste un handicap réel pour mener leurs activités agricoles.

Au cours de l'atelier de réflexion organisé les 07 et 08 octobre, en prélude au Forum sur la Stratégie Nationale d'Installation des Jeunes dans l'Agriculture, les jeunes sont montés au créneau pour se faire entendre afin d'interpeller les pouvoirs publics et les partenaires au développement pour leur faire comprendre qu'ils font front pour le développement de l'agriculture qui est leur cause commune afin de développer le monde rural, de promouvoir l'agriculture au niveau des jeunes. Pour eux, les métiers agricoles sont des métiers nobles et qui sont facteurs de croissance durable pour le pays.

L'heure est à la pose des actes.

Réaction de Mr Papa Bakary Coly, Président du Collège Des Jeunes du CNCR et Secrétaire Général d'Association des Aviculteurs de Dakar (AAD), Chargé de Communication de la Fédération des Acteurs de la Filière Avicole

«Le terre ne ment pas»

L'organisation de ces deux jours de réflexion découle de la volonté des jeunes qui sont au niveau du CNCR de pouvoir trouver une politique durable d'insertion des jeunes dans l'agriculture. Nous avons passé en revue toutes les politiques, tous les programmes qui sont passés par là et qui malheureusement ne se sont pas bien terminés. Cette fois-ci, nous avons décidé de rassembler toutes les forces vives de la jeunesse rurale à Dakar pour réfléchir durant deux jours sur comment asseoir une politique d'insertion des jeunes qui sera durable et qui tienne compte des préoccupations des jeunes. On a souvent compris qu'avec les politiques précédentes et programmes précédents ils ne tenaient pas compte tous de l'aspect jeunesse. On réfléchissait à sa place. On ne peut pas aimer quelqu'un plus que lui.

Ce n'est pas bon. Nous avons donc décidé de prendre le taureau par les cornes pour prendre en charge nos propres préoccupations. Cette réflexion nous permettra transmettre toutes les recommandations aux décideurs pour leur dire voilà ce que la jeunesse rurale attend de l'agriculture. Les propositions vont émaner des jeunes. Ils sont tous dans les activités agro-sylvo-pastorales et vivent le terrain. Les expériences seront partagées. Les opportunités seront saisies. Nous allons ensemble les analyser et les porter comme programme ou feuille de route pour les futures installations dans l'agriculture. Des solutions seront proposées pour une insertion durable. Nous jugeons que tous ces jeunes qui sont présents sont en activité en milieu. Nous considérons qu'il est plus judicieux de partir de leurs expériences, de tenir compte de l'existant. Quand il y a des problèmes, il faut impliquer celui qui est au centre de ces problèmes et il pourra donner la solution. Pour un jeune des années 80, la manière dont il vivait est bien différente que de celui des années 2014. Maintenant on se dit pourquoi faire appel aux jeunes qui ont déjà fait leur temps pour réfléchir sur le cas

des autres, donc qu'ils nous laissent nous les jeunes, encadrés par des gens expérimentés pour qu'ils nous guident dans la bonne voie. Tous les jeunes qui sont là croient tous à l'agriculture. Il faut dire que de la manière dont on présente l'agriculture aux jeunes c'est difficile qu'ils y restent. Pour encourager un jeune à s'investir dans l'agriculture, il lui faut un environnement favorable et c'est ce qui manque déjà en milieu rural. Le jeune d'aujourd'hui a besoin d'un téléphone, de la connexion internet, de la télévision, de l'énergie et c'est ce cadre qui fait défaut en milieu rural. C'est possible de créer cet environnement, avec la traduction de nos ressources propres notamment solaires, éoliennes et autres. Nous pouvons tout avoir s'il y a une réelle volonté politique, et nous allons nous battre pour instaurer tout cela afin de créer les conditions pour que les jeunes puissent vivre de l'agriculture. Il faut que les jeunes puissent croire en eux et aller vers cette installation, ne rien attendre de personne pour investir la terre. Le retour à la terre est une nécessité, car elle ne ment pas.»

Babacar Sène

Poste 2015 le CONGAD charge ses membres

Le rapport sur la contribution des OSC au processus de réflexion et de dialogue pour l'élaboration de l'agenda du développement durable Post -2015 a été validé à Dakar ;c'était au cour d'un atelier de validation du rapport portant sur la contribution des OSC au processus de réflexion pour l'élaboration de l'agenda du développement durable Post -2015 organisé par le CONGAD avec l'appui de ses partenaires dans le cadre du processus d'évaluation des OMD et d'identification de priorités et objectifs nationaux en vue de l'élaboration de l'agenda du développement durable après 2015 ; Cet atelier dont l'objectif était seulement de Partager, d'enrichir et de valider les résultats du rapport a permis aux partenaires de formuler des recommandations pour une participation citoyenne efficiente au processus de réflexion et de formulation de positions et de propositions communes sur l'élaboration des l'agenda post 2015

Babacar sène

Le Processus d'évaluation des OMD et de formulation de l'agenda post 2015, fait suite à la Conférence de « Rio+20 », et prévoit l'élaboration et la mise en œuvre d'Objectifs de Développement Durable (ODD).

L'accent doit être mis sur la mutualisation des compétences distinctives dans le cadre d'une démarche prospective visant principalement une participation effi-



ciente à la construction du cadre d'action post-2015 sur le socle de l'agenda du développement durable adopté en juin 2012 par la Conférence des Nations Unies Rio+20.

C'est la raison pour laquelle, le CONGAD, en partenariat avec CONCORDE et le Service de Coopération et d'Action

Culturelle de l'Ambassade de France et WWF, a mobilisé les OSC en vue d'une participation efficiente au processus d'évaluation des OMD et de formulation de positions et propositions communes pour l'élaboration de l'agenda de développement post 2015.

A cet effet, pour assurer une bonne organi-

sation de ce processus, depuis le mois de Mars 2013 un Comité de Pilotage de la Consultation de la Société Civile a été installé à la suite d'un atelier national de lancement de la participation des Organisations de la Société Civile du Sénégal au processus de r réflexion sur l'agenda

Babacar Sene

La mise en place d'un Cadre de Concertation/Réseautage des Associations et Organisations Féminines



Les Organisations et Associations Féminines du Sénégal ont pris l'engagement de mettre en place un un Cadre de Concertation/Réseautage pour unifier leurs efforts et mutualiser leurs moyens ;elles comptent s'inscrire dans l'ère des grands ensemble pour aller à la conquête du développement ;un grand moment d'échange de rencontre pour les Organisations féminines et leurs membres pour véritablement saisir les opportunités qui peuvent leur s'offrir dans le cadre de leurs différentes activités ; Une occasion de rencontre « pour échanger ; plus un réseautage que des discours » de l'avis de Mme Madeleine Diaw Vice Présidente de Femmes Leader Diaspora(FLD) ; la diaspora a été toujours présente à côté du cadre de concertation ; Les participantes ont toutes salué le

Leadership de Mme Fatou Matar Diop Béraba Présidente de Femmes Leader Diaspora autour des questions de la Diaspora ;un défi gagné avec la création de cet espace de retrouvaille crée.

Le Cadre de Concertation a été crée le 07 janvier 2014 ; la francophonie est véritablement une opportunité pour les Organisations de la Société Civile d'être visible mais aussi de pouvoir participer aux réflexions de Dakar ; Pour madame la Présidente du Cadre de Concertation « le prétexte est que les femmes et les jeunes dans l'espace francophone ne devraient pas être en reste ;c'est ce qui a guidé et motivé la création de cette structure qui s'est mobilisée tout au long de l'année et de façon, bénévole pour s'exprimer et aborder une nouvelle trajectoire; le cadre a participé au forum

des femmes avec d'autres partenaires om notre contribution a été apporté ;à l'exposition à laquelle nous avons participé aussi dans le stand du CONGAD qui nous a hébergé et de celui dédié au cadre de concertation des OSC ;ces stands nous ont permis d'une part de viabiliser nos produits scientifiques et littéraires en franco-

phonie et d'autres part nos produits agricoles et les réalisations des femmes actives à la base ;une véritable occasion de magnifier la collaboration avec le CONGAD qui de façon spontanée a accepté de nous accompagner pour rendre visible les Organisations membres ; et de ce point de vue cela a été effectivement fait «

La Canadienne Michaëlle Jean désignée secrétaire générale de la Francophonie



La Canadienne d'origine haïtienne Michaëlle Jean a été nommée au poste de secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) lors d'un huis clos des dirigeants dimanche 30 novembre à Dakar.

Fenêtre sur l'Agriculture : 6ème Edition

Pour cette 6ème édition de Fenêtres sur l'Agriculture (F S A) qui marque le premier anniversaire de sa création le thème porte sur « l'Agriculture Familiale, vecteur de développement durable et actrice de l'émergence de nos terroirs »

L'agriculture familiale est définie par des liens organiques entre la famille et l'unité de production et par la mobilisation du travail familial

C'est le socle des grandes avancées agricoles dans les pays développés et la base sociale et productive de la plupart des pays du sud contribuant à l'approvisionnement de leurs marchés domestiques mais aussi des marchés internationaux

Au Sénégal où 95% des exploitations agricoles sénégalaises sont des exploitations familiales, l'agriculture familiale devrait être un vecteur fort du développement durable notamment grâce au rôle qu'elle a à jouer en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle

A ce titre, elle doit également être considérée comme un volet de l'émergence de nos terroirs

Au Sénégal comme partout dans le monde les agriculteurs familiaux sont les garants de la sécurité alimentaire de leurs terroirs et contribuent significativement à l'alimentation des villes

Au Sénégal le Conseil National de Coopération et de Concertation des Ruraux (CNCR) chef de file du Comité National d'Organisation de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF) a rendu public en octobre 2014 les résultats d'une étude qu'il a menée sur les agriculteurs familiaux leurs contributions au Sénégal Emergent et leur conditions d'existence

C'est dans ce contexte que l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture la FAO et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale(IPAR) ont souhaité poursuivre le débat sur la place de l'agriculture familiale dans le développement durable et l'émergence des ter-

roirs sénégalais dans le cadre de leur cycle de conférence intitulées « les Fenêtres Sur l'Agriculture qui va permettre une meilleure compréhension des enjeux de la contribution de l'agriculture familiale au développement durable au Sénégal et à la politique du Gouvernement du Sénégal ;il s'agira également de mettre en exergue la place des femmes et des jeunes et les défis auxquels ils sont confrontés au sein des exploitations familiales et de proposer des recommandations pour mieux prendre en compte ces enjeux dans les politiques agricoles et de développement et favoriser l'innovation pour renforcer l'agriculture familiale au Sénégal .

Durant cette sixième édition qui a enregistré la présence de représentants des ministères techniques, des collectivités locales des partenaires techniques et financiers des acteurs de la société civile et des Organisations de Producteurs et leurs membres les thématiques de développement agricole et rural présentées ont concerné le cadrage des enjeux de l'agriculture familiale à travers la restitution des principaux résultats de l'étude du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) à sur l'agriculture familiale au Sénégal ,l'intervention des acteurs du terroir qui ont pris la parole pour partager leurs expériences et la réaction du Directeur de Cabinet (DC)représentant le Ministre de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural(MAER) sur les témoignages et les recommandations

Un temps fort de cette sixième a concerné le volet échanges ouvert et interactif où les représentants des structures étatiques les partenaires techniques et financiers les producteurs les femmes et les jeunes discuté sur les contraintes de l'agriculture familiale au Sénégal et de son épanouissement favorable au développement durable et à l'émergence des terroirs, le potentiel de contribution des

femmes et des jeunes dans le développement des exploitations familiales, les pistes de recommandations et les bonnes pratiques en matière d'action et politique favorisant l'innovation dans l'agriculture familiale.

En faisant ressortir les principaux enseignements tirés de ces discussions, le Directeur de Cabinet en l'occurrence Mr Lamine Lô a rassuré pour informer que « le Sénégal a pris une option claire de faire de l'agriculture le moteur du développement de par son rôle dans le développement de la croissance ; elle doit être développée notamment par les jeunes et les femmes ; des exemples pour le DC existent où l'état travaille beaucoup pour le retour des jeunes à la terre ; l'Agriculture Familiale occupe une place importante dans le PRACAS(PSE) et les expériences témoignées par les jeunes et les femmes à travers leurs représentants du jour témoignent de la vitalité du Sénégal d'être dans la bonne voie ; nous pourrions réussir avec l'appui de nos partenaires pour le développement de notre agriculture ; Il est vrai qu'il existe des contraintes liées au financement, à l'accès au foncier et tout cela doit faire l'objet d'une bonne étude en rapport avec les Organisations de Producteurs et leurs membres les femmes et le jeunes pour que les contraintes relatives puissent trouver des solutions heureuses ; Il existe un vaste programme d'équipement agricole et rurale qui est mis en place la réflexion se poursuit sur des mécanismes pour que ces équipements arrivent au niveau des exploitations familiales ou la création d'un Centre de Mécanisation où le matériel est stocké et partagé et enfin la création d'un système de crédit adapté qui permettra aux Exploitations Familiales d'accéder au matériel »

A rappeler que c'est l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture la FAO et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale(IPAR) qui



ont initié le cycle de débats intitulé « Fenêtre Sur l'Agriculture » (FSA)en novembre 2013 ; un moment échanges, de partage et de réflexion dans un cadre multi acteurs interactif et participatif ; un an déjà ,elle est à sa sixième édition et marque son premier anniversaire dont la qualité des thématiques abordées et la pertinence des débats qui en sont issus ont permis de nourrir la réflexion sur le développement agricole et rurale axé sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ,la protection sociale, la résilience afin d'évaluer la possibilité d'intégration de nouvelles approches dans les politiques de développement rural ainsi que d'identifier les bonnes pratiques et d'évaluer la pertinence de les mettre à l'échelle au Sénégal .

Babacar Sene

3 QUESTIONS À ... Dr Vincent Martin Représentant de la FAO au Sénégal

Dr Vincent Martin Représentant de la FAO au Sénégal en marge du point de presse organisé lors de cette sixième édition de « Fenêtre Sur l'Agriculture » est revenu sur l'An 1 des Fenêtres Sur l'Agriculture, le bilan et les projets et programmes en cours au niveau de la FAO pour accompagner les jeunes et les femmes dans les exploitations familiales ; on notait entre autre présence on notait celle de Mr Lamine Lo Directeur de Cabinet du Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural(MAER) de Mr Cheikh Oumar Ba Directeur Exécutif de l'Initiative Prospective Agricole et Rurale(IPAR) et de Mr Baba Ngom Secrétaire Général du Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) ;

Agropasteur : Quels enseignement tirés de l'organisation de Fenêtre sur l'Agriculture qui est à sa sixième édition et qui marque son premier anniversaire ?

Dr Vincent Martin : nous voyons une très grande participation à ces Journées Fenêtre sur l'Agriculture qui démontre une volonté de tous les acteurs de se retrouver autour de ces thématiques qui tournent autour de l'agriculture aujourd'hui plus spécifique-

ment autour de l'agriculture familiale et sa contribution au développement agricole à la sécurité alimentaire mais aussi au développement économique du monde agricole en général plus particulièrement du Sénégal

Agropasteur : Quel bilan ferez-vous de l'organisation de ces Fenêtre sur l'Agriculture ?

Dr VM : ces fenêtres sur l'agriculture comme vous le voyez avec une centaine de participants à chaque fois montrent ces besoins et envies de se rencontrer de discuter sur des thématiques d'intérêt commun ;pour vous dire que c'est véritablement des succès enregistrés qui nous donnent envie de continuer d'avantage rassembler encore plus sur ces thématique de réfléchir ensemble à des solutions ;nous avons vu qu'il y a des contraintes dans le domaine de l'agriculture familiale en particulier des contraintes qu'il faut lever ;on ne pourra les lever que de façon collective ,de manière conjointe tout en associant à la fois la société civile les partenaires technique et financiers le gouvernement et toutes les associations qui travaillent dans ces domaines

Agropasteur : comme vous l'avez affirmé, la population sénégalaise a une

structure démographique largement dominée par les femmes et les jeunes leur implication dans les exploitations familiales ; avez-vous des programmes dans ce sens pour les accompagner et multiplier des cas d'exemples qui ont fait l'objet de témoignages ?

Dr VM :tout à fait !comme je l'ai mentionné je pense que c'est important aussi de le mentionner nous sommes en Afrique de manière générale dans une situation où il y a une augmentation démographique qu'il faut prendre en compte dans l'ensemble de nos programmes ;augmentation démographique qui veut dire qu'il va falloir produire plus dans les trente prochaines années pour pouvoir nourrir la population ;donc certains défis qui font face à nous ;mais aussi une opportunité ;c'est pourquoi j'ai tenu à mentionner les dividendes démographiques qui ne sont autre qu'un bonus démographique qui font que l'on peut compter sur cette richesse qui est la jeunesse

Mais aussi les femmes puisqu'on a parlé de l'aspect genre ,donc toute cette richesse sur laquelle il faut bâtir des programmes ambitieux dans le domaine de l'agriculture de la sécurité alimentaire

Au niveau de la FAO nous avons en cours un projet financé sur les fonds propres de la

FAO un Projet de Coopération Technique sur la Promotion de l'Emploi des Jeunes en Milieu Rural et plus spécifiquement des jeunes défavorisés ; ce projet est en cours et nous permet d'avoir des actions pilotes dans la localité de Bambey pour voir comment aider ,favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et notamment les jeunes les plus défavorisés notamment les handicapés pour pouvoir les accompagner dans cette démarche ;

Au-delà de ce projet plus spécifique nous allons aider le gouvernement à ouvrir un dialogue politique sur une stratégie de Promotion de l'Emploi des Jeunes en Milieu Rural ;c'est quelque chose qui va se mettre en place relativement rapidement ;et puis à travers nos projets passés nous avons soutenu de façon constante des projets qui aident des jeunes à s'installer par exemple dans le domaine de l'Aquaculture ;des projets que nous avons eus et qui sont terminés ;et beaucoup de projets dans le domaine du maraichage qui soutiennent l'action de femmes dans le domaine de l'agriculture qui ont un rôle fondamental à jouer dans le développement économique mais aussi à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations

Propos recueillis par Babacar Sene

MISSION DE LA PLATE NATIONALE FLAGSHIP₄ À BAMBEY - KAFFRINE - LINGUERE **L'intégration des Changements Climatiques dans les politiques de développement: les acteurs plaident la cause**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Flagship₄ du Sénégal « Renforcement des capacités des plateformes d'échanges Sciences Politique pour l'intégration du Changement Climatique dans les plans et politiques nationales agricoles et de sécurité alimentaire » sous l'égide du Programme CCAFS/ CGIAR, les acteurs à la base ont unanimement salué l'initiative dans les départements de Bambey de Kaffrine et de Linguère où le Projet compte installer des plateformes locales

La mission de terrain organisée dans ces zones à cet effet par le Coordinateur Nationale en l'occurrence Mr Bounama Diéye de la Direction de l'Agriculture participe à sensibiliser les parties prenantes du projet que sont les services déconcentrés de l'état, les autorités étatiques, les OP et leurs membres, la presse locale, les projets, les ONG intervenant dans ces dits départements

Les Points Focaux de structures et membres de la plateforme nationale de Dialogue Science Politique sur l'Adaptation de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire au Changement Climatique ont rejoint la mission dans leurs localités respectives

La première étape a constitué le département de kaffrine où la rencontre avec les différents acteurs a été très instructif et bénéfique ;

A kaffrine l'engagement a été prise par les autorités administratives pour soutenir



la mise en œuvre du projet ; les acteurs ont tous salué l'approche déclinée par la plateforme qui se veut participative et inclusive avec l'implication de tous les acteurs.

Cette première étape a permis de rencontrer à Kaffrine le Directeur Régional du Développement Rural (DRDR) et de rendre visite les différents projets et programmes que sont le PASA LOUMAKAF

les Organisations de Producteurs et leurs membres, le maire de Kaffrine, les services techniques de l'environnement, de l'élevage, de l'agriculture etc.

Paroles d'EXPERT : Birame Diouf Géographe/Environnementaliste **CRITERES DE CHOIX DES SITES DU FLAGSHIP₄**

Les départements de Kaffrine (Kaffrine), Bambey (Diourbel) et Linguère (Louga) sont sélectionnés pour ce projet Flagship₄ pour plusieurs raisons objectives. Au-delà des critères établis comme la vulnérabilité sociale, la vulnérabilité climatique et économique, la qualité de l'Organisation institutionnelle et administrative, l'Accessibilité à tout moment du site, l'Engagement des parties prenantes y compris le genre et les autorités locales. Certaines sont liées à la cohérence d'actions déjà entreprises par le principal partenaire ICRISAT dans la zone de Kaffrine avec les interventions précédentes assez prometteuses avec l'ANACIM sur les services météorologiques et l'ISRA en matière de recherche ont favorisé le choix de Kaffrine. Pour Bambey, il s'est agi de la vulnérabilité agro-climatique quasi chronique qui a fortes répercussions sur les rendements agricoles et pastorales. En effet, la zone est soumise de manière quasi chronique à l'insécurité alimentaire or cette zone est fortement intégrée au système agricole du bassin arachidier.

Donc, il y a lieu de se poser des questions car il ya apparemment problème ! La plateforme qui se définit comme un espace de concertation, de partage d'expériences, de résultats de recherche entre autres, entre, Chercheurs-décideurs-producteurs et plus généralement les utilisateurs des résultats de recherche en matière d'adaptation au changement climatique (CCAFS) ne pouvait pas être insensible à cette situation paradoxale. S'y ajoute que Bambey jouit depuis

les années du Centre National de Recherches Agronomiques de Bambey CNRA/Bambey dont les missions recoupent celles de la plateforme : Lever les contraintes biophysiques, techniques et socio-économiques du milieu ; de Répondre aux préoccupations des producteurs de la zone qui sont confrontés aux problèmes de sécurité, de rentabilité et de durabilité de leurs systèmes de production. Créé en 1962 mais dont l'histoire remonte à 1920 est le plus ancien. D'autre part, de nouveaux centre de recherches ont vu le jour avec l'Université Alioune Diop de Bambey et de l'Université de Thiès (de l'ancienne ENCR). Donc objectivement Bambey s'imposait à nous. En ce concerne Linguère c'est le principal centre de production animale du pays avec l'existence du Ranch de Doli et de la présence du site de recherche agricole du Sénégal

Centre de Recherches Zootechniques (CRZ) de Dahra qui vont faciliter d'adresser le secteur de l'élevage notamment pastorale. Là aussi, il est important que la plateforme facilite la jonction harmonieuse entre le triptyque chercheurs-décideurs-producteurs dans le cadre de l'adaptation au changement climatique et plus généralement de la lutte contre l'insécurité alimentaire des populations et la satisfaction des besoins carnés et laitiers. Tout cela conjugué à la faiblesse des équilibres socio-économiques, écologiques et agroalimentaires des sites justifie le choix du comité lorsqu'il s'agit de le faire.



MISSION DE LA PLATE NATIONALE FLAGSHIP4 À BAMBEY - KAFFRINE - LINGUERE

ENTRETIEN AVEC... MR BOUNAMA DIEYE, COORDINATEUR DE LA PLATEFORME D'ÉCHANGE SCIENCE POLITIQUE POUR L'INTÉGRATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Flagship4 du Sénégal « Renforcement des capacités des plateformes d'échanges Sciences Politique pour l'intégration du Changement Climatique dans les plans et politiques nationales agricoles et de sécurité alimentaire sous l'égide du Programme CCAFS/ CGIAR, les acteurs à la base ont unanimement salué l'initiative dans les départements de Bambey de Kaffrine et de Linguère ou le Projet compte installer des plateformes locales

Agropasteur : en quoi se fonde l'approche locale développée pour ce projet ?

BD : vous savez il y a beaucoup de plateforme qui existent dans beaucoup de départements de régions etc. ; mais tout dépend du contenu de ces plateformes ; c'est très important

Aujourd'hui la Plateforme Nationale que nous avons mise en place s'occupe des questions liées à l'agriculture, à la sécurité alimentaire face au changement climatique ; l'essentiel des sectoriels sont interpellés par la problématique des changements climatique ; donc aujourd'hui ils sont une question nodale qui les lie ; donc la mise en place de cette plateforme crée un cadre de concertation qui prendrait en compte toutes les questions liées au changement climatique dans les différents domaines ; si aujourd'hui on arrive à mettre en place cette plateforme locale au niveau des départements de bambey de kaffrine et de Linguère avec l'essentiel des acteurs et qu'ils leur soient clairement expliqué quel schéma voire quelle forme d'organisation à mettre en place pour que cette plateforme soit effective et dynamique ; ce serait une bonne chose ; aujourd'hui avec cette plateforme nous ne sommes pas venus imposer quoi que ce soit ; il revient aux acteurs locaux de décliner les membres de cette plateforme locale avec les objectifs fixés par le projet mais également de nous proposer un schéma qui pourrait donner corps et vie à la plateforme de sorte qu'elle soit fonctionnelle. Maintenant quant la plateforme sera fonctionnelle, elle aura à aider la planification et les visions locales en termes de politique de stratégie qui intégreraient les changements climatiques mais aussi la plateforme locale aura à fournir des informations stratégiques à la plateforme nationale de sorte qu'au niveau des décisions supérieures qu'on puisse prendre en compte ces informations scientifiques pertinentes produites au niveau de la base pour la prise de décision au niveau parlementaire au niveau des politiques, des directions nationales etc.

Agropasteur : au cours de discussions l'on a noté des contraintes qui ont

décriées par les acteurs quand à l'appropriation la pérennisation du projet à leur niveau quelle réponse apportez vous ?

BD : nous sommes très rassurés aujourd'hui parce que comme vous venez de le dire les gens discutent déjà d'appropriation ou de pérennisation ; si vous venez pour mettre en place un projet et que d'emblée les acteurs parlent de pérennisation de fin de projet ; donc ils ont compris que c'est un projet qui a une durée de vie et que nous sommes venus pour mener des activités ; le fait de les impliquer montre tout simplement qu'ils ont un rôle à jouer dans la mise en œuvre du projet mais également après le projet en termes de pérennisation et de capitalisation ; donc c'est important de les poser en ces termes ; et ça a été bien dit par les acteurs ; maintenant il nous revient de mettre en place un dispositif qui implique l'essentiel des acteurs dans tout le processus de la mise en œuvre du projet de sorte que l'essentiel des résultats et autres que le projet aura à fournir qu'on puisse les donner et les mettre à la disposition des acteurs qu'ils puissent les utiliser et les disséminer à une échelle régionale de sorte que les inputs du projet puissent être bénéfiques et valorisés par le plus petit exploitant agricole familiale ; donc aujourd'hui ça permettrait une sorte de pérennisation du projet à court moyen et long terme

Agropasteur : aujourd'hui c'est Kaffrine, demain Bambey et après demain Linguère quelles ont été les spécificités de Kaffrine et qu'en sera t il pour les autres départements ?

BD : Kaffrine est un laboratoire pour notre projet ; il peut être source d'inspiration pour les autres départements pour la mise en échelle ; Je reste persuadé que ça va faire tâche d'huile, ou une école parce qu'aujourd'hui l'équipe qui constitue cette mission est une équipe hautement pluridisciplinaire qui a eu à développer des stratégies ; cette équipe a des représentants au niveau de tous ces départements ; maintenant ce qu'il y a lieu de faire c'est de développer des stratégies dans les autres départe-



ments comme on la fait à Kaffrine ; c'est à dire donc une approche intégrée inclusive qui permettrait de rassembler l'ensemble des acteurs au niveau de la plateforme autour d'objectifs clairs et spécifiques et bien déclinés de faire en sorte que les acteurs puissent s'y retrouver

Agropasteur : quelles sont les prochaines étapes ?

BD : il s'agira pour 2014 après cette mission d'information l'occasion ou l'opportunité de mettre en place la plateforme ; les plateformes vont exister au niveau des trois départements que sont bambey, kaffrine et Linguère ; maintenant demain en 2015-2016 et 2017 ces plateformes vont être les réceptacles du projet au niveau de ces trois départements ; donc ces plateformes auront un président un secrétariat et tout un organigramme bien défini qui aura à porter le débat et mener la réflexion au niveau local impliquant l'essentiel des acteurs que je viens de nommer la recherche les Organisations de Producteurs et leurs membres, la société civile les décideurs politiques administratifs les autorités locales ; les acteurs concernés par la problématique agriculture sécurité alimentaire et changement climatique pour que la réflexion soit posée et que les résultats

produits soient partagés et disséminés jusqu'à la plus petite exploitation familiale agricole pour le bénéfice de l'agriculture et puis surtout de l'exploitation agricole familiale

Agropasteur : votre dernier mot ?

BD : je dirais tout simplement que je souhaite que ce projet soit un projet porteur accepté par l'ensemble des acteurs que le ministère de l'agriculture et de l'équipement rural, le ministère de l'élevage et des productions animales, des pêches maritimes ou de l'environnement et du développement durable l'essentiel des ministères techniques que ça soit les projets et programmes, les ONG la société civile ancrés à la base et que les populations les producteurs se l'approprient et qu'on ait une gestion réussie de ces projets et que la communication puisse jouer un rôle phare ; aujourd'hui on a pas un grand budget pour me répéter mais avec ce modeste budget qu'on a pour faire ce projet on peut tout simplement montrer à travers la communication qu'il faut échanger diffuser l'information la partager avec les acteurs de sorte que le projet puisse faire tâche d'huile et que demain les ministères techniques puissent se l'approprier et puis développer des stratégies plus globales

